

La députée Monique Limon à la rencontre des agriculteurs

Rencontre sur le terrain ce vendredi soir entre Monique Limon, députée de la 7^e circonscription de l'Isère, les agriculteurs et les élus, à la demande de l'édile, Gabriel Girard.

La députée LaREM s'est déplacée pour entendre les inquiétudes des agriculteurs concernant la sortie de zone défavorisée de leur exploitation. Ces agriculteurs sont très inquiets car cela signifierait la suppression des aides antérieures et vu la situation déjà des plus tendues à tous les niveaux, ce serait une très mauvaise nouvelle. Étaient présents à cette réunion des agriculteurs de La Chapelle-de-Surieu à savoir Messieurs Pichon, Marchand et Mabilon mais également Madame et Monsieur Pitiot de Sonnay, Messieurs Roche père et fils agriculteurs sur les hauts d'Assieu.

Gabriel Girard, le maire de la commune, les soutient et s'inquiète tout autant de la situation qui n'encouragerait pas les jeunes à s'installer et favoriserait plutôt les cessa-



Des agriculteurs de La Chapelle-de-Surieu, Sonnay et Assieu étaient présents pour cette rencontre.

tions d'activités. Jean-Michel Ségui, maire d'Assieu avait également fait le déplacement.

Peu de réponses pour l'instant

Résolument à l'écoute, Monique Limon a été invitée à se rendre sur la propriété Pichon où l'entretien a débuté. De retour en mairie, Monique Limon assurait qu'elle

comprendait les inquiétudes mais avouait ne pas avoir les éléments de réponses nécessaires pour satisfaire leurs attentes. Elle a, avant de les rencontrer, posé ces mêmes questions au ministère de l'Agriculture qui ne lui avait

jamais répondu au moment de sa venue. Les principales inquiétudes des agriculteurs portent sur la pertinence d'un tel changement. Pourquoi faire basculer des zones communales à fortes pentes avec celles de l'Isère rhodanienne ? Comme le rappelle Charles Pichon, il

ne faut pas classer une commune dans son intégralité en zone défavorisée mais il ne peut être acceptable par ces producteurs que des zones de communes à forte pente soient déclassées. Tous souhaiteraient être rattachés à la zone des Bonnevaux.

Monique Limon a demandé alors à partir de quels critères il a été décidé ce changement de zone. Parmi tous ceux invoqués, le plus sujet à polémique est le produit brut standard dont l'évaluation a été modifiée pour la commune. Il définit en réalité un ordre de grandeur sur un potentiel de production et permet de classer les exploitations des plus petites aux plus grandes. L'indemnité compensatoire de handicaps naturels. Là encore, ce sont des éléments pris en compte pour faire basculer un territoire en zone défavorisée ou non.

De fortes inquiétudes

Pour tous les agriculteurs concernés, l'attente et l'incertitude sont sujets à très fortes inquiétudes et Charles Pichon d'insister sur « ce flou le plus total ». Et d'ajouter que « le monde agricole a besoin d'avoir des visions à long terme car c'est invivable ».

Monique Limon promet d'essayer d'avoir des réponses claires auprès du ministère de l'Agriculture car « elle n'a pas le détail » et se montre d'autant plus étonnée qu'auprès des syndicats agricoles, aucune inquiétude ne ressort, aucun dossier ne lui a

été présenté. Elle rappelle également que le ministère de l'Agriculture devra rendre réponse sur le sujet bientôt auprès de l'Europe qui validera sa décision en fin d'année.

Monique Limon a conclu en mentionnant les différents temps de travail en cours et concernant la grande distribution et ses abus, les centrales d'achats, l'encadrement des promotions. Mais là aussi, il lui est répondu que seulement de fortes pénalités pourraient freiner le pouvoir de ces structures.

Dans un communiqué de presse du 20 février, Stéphane Travert, ministre de l'Agriculture, expliquait que les réunions organisées avec les représentants agricoles « ont été l'occasion d'expliquer la méthode et les contraintes de l'exercice de zonage, d'écouter les difficultés des agriculteurs dans les zones non classées ou sortant du classement, d'identifier les pistes de critères pouvant utilement être testés et d'aborder la question de l'accompagnement des agriculteurs qui sortiront du zonage ».



Jean-Michel Ségui, maire d'Assieu, Alain Pichon et Monique Limon.